



attac

Le Courriel d'information

n°221 – Vendredi 23 mars 2001.

C10 H16 N5 O13 P3

Dans ce numéro

- 1- C10 H16 N5 O13 P3
- 2- Pressions exercées contre les pays du Sud
- 3- Le médicament n'est pas une marchandise
- 4- 4 jours pour sauver la Taxe Tobin
- 5- ATTAC nordique
- 6- Argentine: hier la dictature des militaires, aujourd'hui celle des marchés
- 7- Education, Culture, Santé: des droits fondamentaux bafoués?
- 8- Les paysans à la pointe du combat contre la mondialisation néolibérale
- 9- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

- 1- C10 H16 N5 O13 P3. C'est pourtant si simple...
- 2- Pressions exercées contre les pays du Sud. Alors que certains pays développent de réelle politique d'accès aux soins, des pressions multiples sont exercées contre eux afin qu'ils fassent marche arrière. Tous les moyens sont bons et tous les armes commerciales utilisées.
- 3- Le médicament n'est pas une marchandise. Des syndicats présents dans de grands groupes pharmaceutiques prennent position.
- 4- 4 jours pour sauver la taxe Tobin. Nous comptons encore sur votre mobilisation afin de continuer à faire pression. Selon les premières informations que nous avons reçues cette première étape est un succès. Amplifions-le.
- 5- ATTAC nordique. Le succès d'ATTAC dans les pays scandinaves se confirme.
- 6- Argentine: hier la dictature des militaires, aujourd'hui celle des marchés. Un groupe local d'Argentine vous invite à célébrer un triste anniversaire.
- 7- Education, Culture, Santé: des droits fondamentaux bafoués? En France alors qu'on annonce « l'ouverture » de Gaz de France aux actionnaires, qu'un rapport de l'INSEE annonce qu'avec 3000 FF par mois on est riche, quelques services publics s'effritent selon le principe bien connu : pas de crédit donc pas efficace donc on privatise.
- 8- Les paysans à la pointe du combat contre la mondialisation néolibérale. N'oubliez pas le 17 avril. Et si vous n'aviez pas retenu dans nos articles précédents ce qu'il se passe, lisez celui-ci.

C10 H16 N5 O13 P3

Traduction : 3p-azido-3p-deoxythymidine-5p-triphosphate
Nom d'usage : AZT

En quelques demandes sur un moteur de recherche on obtient donc la formule de l'un des médicaments essentiels aux tri-thérapies. Derrière l'apparente facilité de l'accès à l'information pour quelques-uns comme nous disposant d'un ordinateur et d'un accès à Internet se cache l'inégalité la plus criante. Pour

nous la différence entre la vie et la mort ce sont quelques pas à la pharmacie du coin. Mais pour nous uniquement.

Si vous n'avez pas encore signé la pétition de Médecins sans frontière « La protection des vies humaines doit passer avant celle des brevets », nous vous engageons vivement à le faire :
<http://www.paris.msf.org/msf/Content/News.nsf/html/4UMP7W>

Pressions exercées contre les pays du Sud



attac

Pressions commerciales :

L'article " Special 301 " de la loi américaine sur le commerce a été introduit en 1988 a été utilisé contre plus de trente pays, afin d'assurer la protection des intérêts des compagnies américaines et de pouvoir exercer des sanctions commerciales sur les pays dont les lois sur la propriété intellectuelle les desservent. L'Inde, le Brésil, l'Argentine et l'Égypte en ont été les premières cibles.

Depuis de longues années, l'industrie pharmaceutique thaïlandaise est soumise à des pressions conjointes du laboratoire Bristol Myers Squibb et des Etats-Unis, pouvant aller jusqu'aux menaces physiques. Ce pays a été contraint de limiter son catalogue d'antirétroviraux, parfois de modifier la formule de certains produits. Ainsi, les séropositifs thaïlandais doivent aujourd'hui utiliser un médicament comme la ddl sous une forme en poudre non tamponnée qui provoque des complications gastriques.

La République Dominicaine est menacée de sanctions économiques si elle ne cesse pas de produire ou d'importer des copies qui concurrencent les médicaments brevetés américains. Les Etats Unis étant son principal marché (textile surtout) ces sanctions pourraient avoir pour conséquence la mise au chômage de tout un secteur (200000 personnes).

En 1997, le gouvernement des Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle cesse d'importer des copies de médicaments fabriqués par d'autres PED et vendus au dixième du prix proposé par les multinationales. Sous la pression de l'opinion publique, les Etats-Unis ont finalement dû retirer leurs menaces de sanctions commerciales.

Actions devant les tribunaux :

L'Association sud-africaine de l'industrie pharmaceutique, qui regroupe 40 compagnies liées aux multinationales a déposé une plainte devant le tribunal de Pretoria, contre la législation pharmaceutique sud-africaine, qui donne la possibilité d'exploiter au mieux les brèches laissées dans les accords ADPIC (accords de l'OMC sur la propriété intellectuelle) : elle se laisse toute marge de manœuvre pour octroyer à ses industries des licences obligatoires, ou recourir à des importations parallèles.
L'affaire sera jugée le 5 mars 2001.

Récemment, le Ghana a renoncé à importer un antirétroviral indien (le Duovir, générique du Combivir) sous la pression du laboratoire Glaxo-Wellcome, qui produit l'original de ce médicament.

Actions devant l'OMC :

Le gouvernement brésilien a annoncé que si les prix de deux médicaments sous brevet, le Stocrin (Efavirenz) fabriqué par Merck et le Viracept (Nelfinavir) fabriqué par Roche, ne sont pas réduits, les compagnies bésiliennes seront autorisées à produire ces médicaments sans autorisation des firmes détentrices des brevets. La loi brésilienne sur les brevets prévoit que si un produit breveté n'est pas fabriqué localement dans les trois ans suivant le dépôt de brevet, le Brésil peut recourir à une licence obligatoire. Les Etats-Unis dénoncent cet article, le prétendant contraire aux accords ADPIC, et ont déposé le 8 janvier 2001 un recours devant la commission des litiges de l'OMC.

Association Internationale pour l'Accès aux Médicaments Génériques Anti VIH
C/o Act Up-Paris – BP 287 – 75225 Paris cedex 11
Tél : + 33 (0)1 49 29 44 75 – Fax : + 33 (0)1 48 06 16 74

Contacts presse : Emmanuel M'BAI KOUE, Germinal PINALIE
Tél : +33 (0)1 49 29 04 04 / +33 (0)6 08 40 92 02 e-mail : media@genericsnow.org

Le médicament n'est pas une marchandise

Procès de Prétoria : le médicament n'est pas une marchandise, nous voulons produire utile au service des hommes

Dans le procès qui oppose les trusts de la pharmacie (Association des industries pharmaceutiques, parmi lesquelles Hoescht et Rhône-Poulenc qui ont fusionné pour former Aventis) au gouvernement sud-africain, nous, travailleurs solidaires, nous plaçons résolument du côté des peuples qui souffrent du fait du manque de médicaments ou du prix trop élevé de ceux-ci.

Nous nous opposons résolument aux orientations des trusts pharmaceutiques qui visent le seul profit à court terme au détriment de la vie et de la santé de millions d'êtres humains.



attac

Des médicaments ne sont pas produits ou abandonnés parce que jugés non rentables car s'adressant à des populations dites "non solvables".

Les trusts de la pharmacie ont engagé un procès inique contre l'Afrique du Sud qui s'est donnée les moyens législatifs de procurer à sa population des traitements à un prix raisonnable contre le HIV et autres maladies infectieuses.

Le médicament ne peut être une marchandise comme une autre : les lois du marché conduisent à la réalisation de profits fabuleux grâce à la commercialisation du Viagra par exemple et à l'abandon ou à la non fabrication de médicaments qui pourraient aujourd'hui sauver des millions de vies humaines (rappelons qu'un rapport de l'OMS repris par l'association Médecins sans Frontières, montre que les maladies infectieuses et parasitaires provoquent 16 millions de décès qui pourraient être évités dans le Monde chaque année si des médicaments connus étaient fabriqués en quantité suffisante).

En conséquence,

1. nous demandons à la Direction d'Aventis qu'elle se retire du procès de Prétoria.
2. nous demandons aux pouvoirs publics, au niveau national et européen,
 - 2.1. de n'attribuer des subventions que dans le cadre de programmes de recherche et de développement présentant une utilité sociale
 - 2.2. de mettre en place une législation obligeant les trusts pharmaceutiques à réinvestir une partie de leurs bénéfices dans la recherche et le développement de médicaments utiles dont la liste pourrait être élaborées en concertation avec les ONG
 - 2.3 d'envisager la réquisition des capacités de production inutilisées pour fabriquer des médicaments utiles.

A Elbeuf, nous disposons de capacités de fermentation inutilisées qui pourraient produire des antibiotiques, des compléments pour l'alimentation. Il est inadmissible que ces machines restent à l'arrêt alors que les besoins médicaux et alimentaires des populations de la planète ne sont pas satisfaits.

Nous possédons une expérience qui permettrait de fabriquer ces produits que l'OMS juge indispensable au développement de la santé dans le monde.

Nous souhaitons produire des médicaments utiles, au service de l'humanité et non pas voir les activités supprimés et les emplois détruits.

SUD Chimie
Syndicat des Travailleurs Solidaires, Unitaires et Démocratiques de la Chimie.
Section Aventis Rhône Poulenc Biochimie – Elbeuf

Contact : sud.rpb@wanadoo.fr

4 jours pour sauver la Taxe Tobin

Dans notre dernier numéro nous proposons une action auprès du secrétariat de la Commission de haut-niveau des Nations Unies sur le financement du développement afin que celle-ci prenne en compte la Taxe Tobin. Elle l'a en effet « oublié » entre Genève (Sommet Copenhague +5) et New York où, en septembre, MM Annan et Zedillo déclaraient à la presse : « nous ne pouvons avoir le loisir de faire de cette rencontre juste une autre rencontre où les personnes se voient et discutent, puis adoptent une autre déclaration tout en laissant le monde réel presque inchangé ». Faisons donc de cette intention, une réalité.

Mme Vijaya Ramachandram, Vice-directrice du secrétariat de la Commission de haut niveau vijaya1@att.net vers qui nous vous demandons de diriger une lettre que nous vous proposons, a été débordée littéralement avec plus de 1 000 courriers électroniques par jour (c'est ce qu'elle nous a déclaré). Nous insistons cependant pour que votre mobilisation continue jusqu'à la première réunion de cette Commission, la semaine prochaine. Mais nous vous proposons une autre adresse vers laquelle nous vous engageons à diriger vos courriers, celle de M Jacques Delors qui siège dans cette Commission : jdelors@notre-europe.asso.fr

Nous n'avons plus que 4 jours pour sauver la Taxe Tobin. Merci de vos efforts.

Il vous suffit de copier la lettre ci-dessous, de la coller dans un courrier électronique et de l'envoyer en y ajoutant au bas vos informations personnelles.

Nous vous remercions par avance. 4 jours donc, 4 jours seulement. Nos courriers peuvent faire la différence.

Début --- [Partie à copier à coller et à envoyer]



attac

A l'attention de Mesdames et Messieurs les membres de la Commission de haut niveau de l'ONU sur le financement du développement,

Abdulatif Al-Hammad, président, Fonds arabe de développement économique, Koweït
David Bryer, directeur d'OXFAM, Royaume Uni
Mary Chinery-Hess, ancien directeur général adjoint de l'Organisation internationale du travail, Ghana
Jacques Delors, ancien ministre des finances et ancien président de la Commission européenne, France
Rebeca Grynspan, ancienne vice-présidente, Costa Rica
Majid Osman, ancien ministre des finances, Mozambique
Robert Rubin, ancien secrétaire au Trésor, Etats Unis
Manmohan Singh, ancien ministre des finances, Inde
Ernesto Zedillo, ancien président, Mexique

Mesdames et Messieurs,

J'ai appris avec plaisir l'annonce, par le Secrétaire général de l'ONU, en décembre 2000, de la création d'une commission de haut niveau sur le financement du développement. Par ses analyses et ses recommandations, je pense que cette commission permettra d'orienter les débats du processus préparatoire de la Conférence internationale sur le financement du développement en 2002.

Je me permets donc de vous signaler que la taxation des transactions sur les marchés des changes représente l'une des méthodes les plus novatrices en matière de financement du développement. Adoptée nationalement et coordonnée régionalement et internationalement, elle fournirait les moyens de réguler des transactions qui échappent à tout contrôle et à toute forme de réglementation et qui déstabilisent les économies. Elle permettrait donc de parvenir à une stabilité favorable au développement, tout en procurant de ressources suffisantes pour financer la lutte contre la pauvreté dans le monde.

Les récentes crises financières montrent de manière critique le besoin d'une régulation des marchés financiers. La sophistication chaque jour plus avancée de la finance met dramatiquement en évidence l'absence d'un cadre institutionnel susceptible de la réguler à la fois nationalement et internationalement. Le caractère inévitable de nouvelles crises

financières nous impose de trouver rapidement des méthodes de régulation.

Près de 80% des opérations quotidiennes sur le marché des changes sont purement spéculatives. Leur taxation entraînerait une réduction des transactions à très court terme, tout en ne pénalisant pas celles liées aux échanges de biens et de services. De plus, en tenant compte de la réduction du volume des échanges et des phénomènes d'évasion fiscale communs à tous les impôts, il a été estimé, en 1996, que cette taxe générerait des recettes d'un montant situé entre 90 et 300 milliards de dollars américains par an. Par ailleurs, une agence des Nations Unies, le Programme des Nations unies pour le développement, estimait, en 1998, qu'avec un budget de 40 milliards de dollars annuels sur dix ans, nous pourrions garantir à l'ensemble de la population de la planète l'accès à une nourriture de qualité, à l'eau potable, aux services de base en matière d'éducation et de santé. Ainsi, un système international coordonné autour de la redistribution d'une partie des revenus de cette taxe pourrait très bien éradiquer les effets les plus catastrophiques de la pauvreté dans le monde.

Depuis quelques années, un nombre croissant d'élu(e)s nationaux et européens, de collectivités territoriales, d'associations et de syndicats, de partis politiques, de citoyennes et de citoyens se sont prononcés en faveur de cette taxe sur les opérations de change, dite taxe Tobin. C'est notamment le cas de l'association ATTAC, dont je suis membre, qui existe aujourd'hui dans plus de vingt pays et réunit des dizaines de milliers d'adhérents de tous les continents. Cette proposition est aussi appuyée par un nombre sans cesse croissant d'économistes : 300 d'entre eux, dans plus de quarante pays, ont récemment signé une pétition en faveur de la taxe Tobin.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à cette lettre et à la proposition qu'elle avance en matière de financement du développement.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir agréer l'expression de ma très haute considération.

[Prénom NOM]
[Adresse]
[Pays]

Fin --- [Partie à copier à coller et à envoyer]



attac

ATTAC nordique

Le développement rapide des mouvements Attac, après le succès du lancement en Suède les 6 et 7 janvier de cette année, se poursuit dans les autres pays nordiques. Les militants suédois(es) ont invité leurs voisins et sont allés dans leurs pays pour discuter d'Attac. Tous ont de fortes traditions à la fois de solidarité, des mouvements populaires et de l'Etat de Bien-être, et ressentent le déboussolement provoqué par l'offensive néo-libérale.

Mais il y a des différences, si l'on compare les modes d'adhésion. En Suède et en Finlande, les membres individuels sont en majorité (ce qu'a permis un mouvement de front avec un large consensus) ; au Danemark et en Norvège, on trouve bien plus d'associations, de syndicats, d'ONG, de groupements plus ou moins politisés et proches des partis politiques. Une autre différence est le rôle que joue l'Union Européenne. En Suède et en Finlande, la question est relativisée, tandis que chez les Danois(es) et les Norvégiens(ennes), le clivage entre ceux qui sont pour ou contre l'UE est bien plus remarquable.

Ceci pour des raisons historiques et traditionnelles. Attac-Sverige et Attac-Suomi-Finland veulent se concentrer sur des sujets comme la Taxe Tobin, la dette, et leur infrastructure associative interne ; le futur d'Attac au Danemark et en Norvège dépend sans doute de la capacité de « neutraliser » la question de l'UE et de tolérer ceux qui ont un autre point de vue. Enfin, tous ces pays abhorrent la violence. Plusieurs de mes amis soulignent qu'une manifestation violente pourrait fortement ternir l'excellente image qu'Attac a su cultiver jusqu'à maintenant.

SUEDE sverige@attac.org
<http://attac.org/sverige/>

Nous avons déjà reçu des informations riches de la Suède. Actuellement, les Suédois préfèrent se concentrer sur leur infrastructure, développer leurs activités internes, l'acquisition de plus de membres (ils sont déjà proches de 3 500), les manifestations chez eux etc. Les relations avec les ONG, les syndicats de salariés et les mouvements populaires sont excellents ; et la forte médiatisation continue. Au lieu d'un bureau traditionnel, on a préféré un groupe général de travail. Bref, Attac-Sverige a beaucoup de pain sur la planche. Comme mots-clef on peut citer enthousiasme, volontarisme et une rage de

réussir dans la lutte internationale pour un autre monde.

DANEMARK

Il y a des similarités, néanmoins, entre le Danemark et la Suède. Même effet de boule de neige, même médiatisation, même enthousiasme et capacité de développer les bons contacts - et même réaction de la Droite traditionnelle (les deux pays ont connu un essai de lancer un Contre-Attac).

A la première réunion le 24 Février dans une école à Copenhague, ils étaient plus de 1 000 personnes. Le quotidien Information (proche de la sociale-démocratie) a choisi le même rôle que Le Monde Diplomatique en France. Le 20 décembre, le journal danois lançait un appel pour un groupe Attac aussi au Danemark. D'autres journalistes se sont réveillés et bientôt il y avait des interviews dans la presse écrite, à la radio et à la télévision. Les politiciens, et parmi eux le Premier ministre, affirment leur sympathie pour Attac. La contre-offensive fut tellement vulgaire et primaire qu'encore plus de gens ont cherché à adhérer.

Au Danemark comme ailleurs, un bureau provisoire a été élu pour préparer le lancement, proposer une plate-forme politique et les statuts. La date n'est pas encore déterminée, mais on parie pour fin mai ou début juin.

NORVÈGE norge@attac.org
<http://attac.org/norge>

Beaucoup d'efforts ont été faits pour démarrer Attac en Norvège. On a eu plusieurs réunions pour pouvoir lancer un front ouvert à tous les mouvements du pays. La dernière réunion a eu le 1er mars. Ça été un succès. Plus de 100 personnes représentant 90 organisations différentes y ont participé. Un bureau provisoire a été élu. Il va proposer des statuts, le montant des cotisations et la plate-forme politique. Dans ce bureau provisoire on trouve des représentants d'organisations écologiques et de mouvements de jeunesse, l'Action pour l'Etat de Bien Etre, l'Office national de tourisme, l'Organisation pour une Europe radicale, la Jeune Gauche (ex-communistes), la Sociale-démocratie et le syndical du Transport.

Comme les autres peuples nordiques, les Norvégiens préparent le lancement de sections locales sur les lieux du travail, les universités et dans les villes ; et il a été décidé à ce meeting d'intensifier ce travail de lancement. Le but est,



attac

entre autres, d'enrôler les scientifiques. Attac-Norvège souhait aussi recruter plusieurs scientifiques comme membres du bureau. Un mensuel, Attac-Nytt, remplacera la publication Informasjonen dont Vidar Rekve était rédacteur ces dernières années. La volonté d'Attac-Norge d'adhérer à la plate-forme internationale a été soulignée à cette réunion.

Pendant le débat, plusieurs participants ont souligné qu'Attac est surtout un mouvement international POUR une alternative à la globalisation des marchés financiers et au néolibéralisme.

Vidar Rekve a présenté ses expériences en faveur d'un Attac ouvert, bâti sur une vraie démocratie interne, des contacts de proximité. On indique l'importance d'avancer vite pour élire un bureau. Des centaines d'individus veulent déjà être membres d'Attac-Norge sur le plan local. On s'en est félicité : cela évitera une organisation dominée par Oslo (la capitale).

« Tout dépend maintenant de notre enthousiasme, de la conviction que nous pourrions changer la politique et le monde. Attac-Norge a besoin de milliers de militants, d'organiseurs, de traducteurs. Nos activités doivent imprimer Attac sur tous les niveaux, localement, nationalement et internationalement.

La Norvège a eu une chance, qu'il faut exploiter », soulignait Vidar Rekve.

Selon des estimations d'Attac-Norge, le lancement pourrait avoir lieu en même temps qu'au Danemark (fin mai, début juin).

FINLANDE suomi-finland@attac.org
<http://attac.org/suomi-finland>

Ce pays a deux langues officielles, le finnois et, dans l'ouest et la côte sud de la Finlande, le suédois (en tout, 5 % de la population finlandaise).

Les premières réunions ont eu lieu à Turku et à Helsinki. Pour la petite histoire, on peut mentionner qu'Attac a été introduit par un Danois. Il a été enthousiasmé par nos idées au mois de septembre 2000, après quelques conférences à Stockholm (Suède). Il travaille en Finlande comme professeur dans une école suédoise de formation populaire, forme d'enseignement introduite dans les pays nordiques par un pasteur luthérien danois nommé Grundtvig.

Attac-Suomi-Finland, nom officiel, a depuis le début d'excellentes relations avec le mouvement syndical. Les travailleurs dans l'Industrie de l'Alimentation ont prêté leur maison syndicale pour les réunions.

Le 24 Janvier, un grand meeting a eu lieu avec une centaine de personnes (syndicalistes, ONG, mouvements populaires, individus entre autres militants politiques). Un groupe de travail d'une trentaine de personnes a été élu pour planifier le lancement au mois de mai. A Turku, une des grandes villes universitaires du pays, on prépare le lancement d'Attac-Finland (suédophone). Plus de 500 personnes ont déjà payé leurs cotisations, et des groupes locaux existent actuellement dans les trois plus grandes villes finlandaises (Helsinki, la capitale, Tampere, grande ville industrielle et Turku, voir ci-dessus)

Le 27 Février, Susanna Rahkonen, sociale-démocrate, a pris l'initiative d'un groupe parlementaire Attac. Aujourd'hui 20 % des membres du Riksdag (le parlement, qui compte 200 députés) sont membres. La participation de la sociale-démocratie et du parti de la Gauche (ex- communistes) n'a surpris personne, mais qu'on y trouve également des Chrétiens-Démocrates étonne : leurs partis frères avaient lancé une campagne de diffamation contre Attac en Suède et au Danemark.

Si Attac a un tel succès aussi en Finlande, c'est grâce à la Taxe Tobin. Un professeur d'une grande renommée, Heikki Patomäki, a écrit plusieurs livres sur ce sujet. Le ministre des Affaires Etrangères Erkki Tuomioja (social-démocrate) a fortement défendu la taxe pendant le débat au parlement. Le parlement a décidé de nommer un groupe d'experts, mais ceux-ci ont été choisis par le Ministre des Finances, qui appartient à la droite. Le résultat fut négatif, car comme disait Erkki Tuomioja, « les experts ont travaillé dans une certaine attitude ».

Kepa, une organisation qui regroupe les plus grandes ONG en Finlande, a constitué un autre groupe de recherche avec Patomäki comme président. L'événement a été très médiatisé et a sans doute donné à Attac une bonne aura.

Qui aurait imaginé au début de l'année 2001 qu'Attac, dans un délai de six mois, serait représenté dans les quatre pays nordiques ? J'avais moi-même parié que la Suède, cette année, serait le deuxième pays d'Attac en Europe. Avec ses 3 500 membres, c'est déjà fait. Parions que les Attac nordiques vont peser très lourd dans la famille Attac internationale. Ce



attac

sont des petit pays, qui comptent ensemble 23 millions habitants. Des gens avec une démocratie solidement enracinée et avec une longue traditions de lutte social.

Michel Jerneval. membre d'Attac international, responsable des pays nordiques.

Argentine: Hier la dictature des militaires, aujourd'hui celle des marchés

(Ou "Pour célébrer l'anniversaire de la dictature rien de mieux qu'un Plan d'Ajustement Structurel et, cerise sur le gâteau, la ZLEA")

Vendredi dernier, le Ministre de Finances M. Ricardo López Murphy et son équipe de travail ont annoncé un nouveau plan d'ajustement pour le pays. Immédiatement, l'aile dite socialiste de la coalition gouvernementale (UCR-Frepaso plus connue comme "Alianza") a présenté sa renonce à l'exception de Mme. Patricia Bullrich, Ministre de Travail.

Le Ministre de l'Éducation, M. Juri (UCR) a présente sa renonce estimant que les mesures proposées par M. López Murphy constituent la virtuelle disparition de son Ministère. Le Ministre de l'Intérieur, M. Federico Storani (UCR) a renoncé aussi en disant qu'il ne voulait pas supporter ce nouveau plan à travers la répression des mouvements sociaux (qui s'estiment à juste titre inévitables vu l'ampleur et la gravité des mesures)

L'Argentine est dans sa pire crise institutionnelle depuis 12 ans: au sein du gouvernement il ne reste que le Président M. Fernando De la Rúa et quelque fidèles alliés des grands groupes économiques.

Ce plan, qui a valu à M López Murphy d'être applaudi samedi dans la Bourse de Buenos Aires (on voit très clairement qui en seraient les bénéficiaires), comprend des mesures qui visent à détruire le principe républicain d'éducation gratuite et universelle. Le déjà minimum budget des Universités publiques serait réduit (en moyenne) d'un 20%, et M. López Murphy n'a pas hésité à suggérer que les Universités devraient chercher des solutions alternatives de financement. En d'autres termes, demander aux élèves de payer pour son éducation.

Pour les lycées et l'école primaire il y aura aussi des coupures: les maîtres verront ses maigres salaires diminuer si ces mesures son prises.

La Santé Publique n'a pas été épargnée non plus: même si les coupures budgétaires ne sont pas comparables à celles du secteur éducatif, la Santé Publique argentine en a déjà beaucoup souffert depuis 1976 (date du Coup Militaire qui a entraîné le début des politiques néolibérales, la destruction de la production pour privilégier la spéculation financière et l'augmentation de l'endettement extérieur qui a contribué à renforcer la dépendance argentine vis-à-vis du Centre)

Les régions les plus défavorisées (notamment la Patagonie) souffriraient la coupure des subventions au prix des combustibles (nécessaires à cause des énormes distances qui les séparent de Bs. As.; ce qu'on appelle en France le principe de continuité territoriale) et du gaz (à l'usage domiciliaire). Pendant des années ces subventions ont servi à favoriser l'installation d'entreprises et de personnes dans la Patagonie, une région très peu peuplée mais avec un grand potentiel de développement.

La TVA sur les places de cinéma (mais aussi sur d'autres spectacles comme les sportifs) passerait du 10,5% au 15% et croîtrait jusqu'à 21% (sur 3 ans). Pour éviter la hausse du prix de vente des places, on réduirait graduellement l'impôt qui sert à financer l'INCAA (Institut National du Cinéma et des Arts Audiovisuelles). Cet impôt constitue aujourd'hui le 10% du prix de vente des places de cinéma. On décréterait donc la mort du cinéma argentin.

Comme vous voyez, la situation est critique. Des voix se sont élevée de tous les secteurs de la société pour protester contre ce plan. Cette semaine il y aura des grèves dans tous les secteurs et dans tout le pays.

Le samedi 24 est le 25ème anniversaire du Coup d'État qui a commencé tout ça. En semant la terreur à travers ses laquais les militaires, les grands groupes financiers (gérants idéologiques du coup d'État) ont voulu exterminer la résistance et les alternatives. Ils ont produit quelques 30.000 morts, mais on résiste encore.

Le plan que M. López Murphy vient d'annoncer est la conséquence logique des politiques impulsées par ses prédécesseurs, soit pendant la dictature, soit pendant la période démocratique. Pour cela, et sans oublier que entre le 5 et le 7 avril les Ministres de Commerce des Amériques se réuniront à Bs. As. pour essayer de se mettre d'accord sur la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA), autre clou qu'on veut enfoncer dans le but de créer des conditions



attac

similaires à celles jadis proposées par l'AMI, on manifeste notre complet rejet de ce plan et on vous demande aussi de bien vouloir exprimer le vôtre à:

M. Fernando de la Rúa (Président argentin)
Lettres: Balcarce 50 (1064) - Capital Federal.
Argentina
Télécopie: (54)- 11- 43343700/3800
Courriel: privada@presidencia.net.ar

Rodrigo Lema. ATTAC Mendoza
mendoza@attac.org

Education, Culture, Santé: des droits fondamentaux bafoués?

Depuis plusieurs semaines, l'Université Paul Valéry est en lutte pour l'obtention de moyens décents (rallonge budgétaire, création de poste d'enseignants et de IATOS, manque de locaux etc...).

Depuis plusieurs mois, les professionnels des Arts Vivants sont en lutte pour l'obtention des moyens financiers conséquents (rallonge budgétaire pour 2000; budget conséquent pour 2001; résorption de la précarité; statut des intermittents etc...).

Depuis plusieurs semaines, les personnels de santé et notamment les étudiants travailleurs sociaux de l'IRTS, sont en lutte pour la création de postes, des moyens financiers décents etc...

3 secteurs, 3 mouvements en lutte contre la précarisation, contre la politique de privatisation des services publics.

Après le rail, les télécoms, l'État français s'attaque aux autres secteurs publics, avec en arrière plan la mondialisation néolibérale, l'offensive patronale et arrogante des technocrates européens, la marchandisation de l'éducation, de la culture, de la santé. Dans cette vaste offensive, notre région qui a accumulé de nombreux retards est particulièrement touchée. L'existence d'un service public de qualité est sacrifiée à la recherche du profit maximum.

Désengagement de l'État, gestion de la pénurie, précarisation des personnels, les conséquences sont immédiates sur la vie quotidienne des professionnels de ces secteurs, mais aussi de l'ensemble des citoyens, notamment les moins fortunés.

Aujourd'hui, ce sont ces droits élémentaires inscrits dans la constitution, qui sont menacés...

Il faut imposer une logique de service public, facteur essentiel d'égalité, de développement et d'aménagement du territoire.

Le système éducatif français est au coeur de la vie citoyenne. Les grandes luttes du primaire et du secondaire l'an passé avec une solidarité historique entre enseignants et parents ont mis un premier frein au projet d'école libérale pour une école publique pour tous.

Aujourd'hui, c'est le supérieur qui est menacé et qui voit l'ensemble des étudiants, des enseignants et des personnels en butte au projet libéral de rentabilisation et de mise en concurrence des universités.

Le secteur culturel est asphyxié par un budget de plus en plus maigre, où les dépenses de fonctionnement et des charges fixes laisse une place minime à la création et au développement artistique. Ce budget confirme la volonté de l'État d'une gestion mercantile et médiocre où les ambitions et les engagements affichés par les ministres successifs, de droite comme de gauche, se limitent en fait au mythique 1 % pour la Culture, revendication prônée il y a 32 ans par Jean Vilar!!! Quant au secteur sanitaire et social, au fil des lois de financement de la Sécurité Sociale et des réformes engagées, les politiques de maîtrise comptable ont pris le dessus sur une réelle politique de soins et de santé. La réforme hospitalière de Juppé est appliquée avec beaucoup de zèle par le gouvernement Jospin avec la restructuration du secteur hospitalier, la suppression massive de lits et de services, de petites maternités, etc... Dans le social, on assiste à une rentabilisation et une mise en concurrence croissantes.

Comment lutter ensemble pour le maintien de ces droits fondamentaux? Comment s'adresser et mobiliser l'ensemble des citoyens? Quelles alternatives proposer aux politiques néolibérales de rentabilisation?

Réunion-Débat le LUNDI 26 MARS à 20h30
Salle LACORDAIRE Rue des Augustins
(perpendiculaire à l'Esplanade) avec : Philippe de Tolédo de Sud Éducation, Alain MARCHAND du SNESup et un représentant du Comité de grève étudiant; Constant Kaimakis de Sud Culture, Michel BOURELLY du Syndicat Français des Artistes et un représentant du Collectif GRAAV; un représentant de Sud CRC (Santé - sociaux) et un représentant des travailleurs sociaux en lutte de l'IRTS



attac

Union Syndicale "SOLIDAIRES" Hérault Groupe
des 10 - 23 rue Lakanal - 34090 MONTPELLIER -
Tel-Fax: 04 67 79 17 67 gdx34@club-internet.fr

Les paysans à la pointe du combat contre la mondialisation néolibérale

Pressentant la catastrophe qui les attendait avec la libéralisation du commerce agricole et l'introduction de brevets sur le vivant (OGM), les petits paysans du monde entier ont été les premiers à se mobiliser contre l'OMC. En Inde, par exemple, plusieurs manifestations regroupant des centaines de milliers d'agriculteurs avaient déjà eu lieu avant même la signature des Accords de Marrakech du 15 avril 1994 qui devait fonder la nouvelle Organisation mondiale du commerce. Et on se souvient des manifestations massives qui ont eu lieu à même époque à Genève, à Bruxelles, etc. réunissant des paysans de toute l'Europe et parfois du monde entier.

Pourquoi ? Comme l'explique magistralement le professeur Marcel Mazoyer dans le livre Histoire des agricultures du monde qu'il a cosigné avec Laurence Roudart, en ce début de 21^e siècle, les agriculteurs les mieux bien équipés du Nord et de quelques zones du Sud peuvent atteindre une productivité nette de l'ordre 5000 quintaux de céréales par an et par travailleur. Au même moment, dans les pays en développement, la grande masse des cultivateurs manuels produisent toujours de l'ordre de 10 quintaux par an. Or les petits paysans qui ne disposent même pas d'attelage, sans parler de tracteur, constituent encore aujourd'hui la très grande majorité des ruraux du tiers monde : jusqu'à 80% en Afrique et de 40 à 60% en Asie et en Amérique latine. Comment voulez-vous qu'ils soient " concurrentiels " ? C'est la ruine, la famine et l'exode assurés pour des centaines de millions d'entre eux. Impossible même de faire réparer leurs modestes outils, de conserver leur semence et encore moins d'en acheter de nouvelles brevetées de force. Impossible de survivre. Même dans le Nord, on ne compte pas les fermes abandonnées chaque année, face aux conditions imposées de la libre concurrence, soit face à la loi des plus forts, les gros grainiers, les trusts agro-alimentaires, l'agriculture

industrielle. Avec les conséquences que l'on sait : mort des campagnes, mal-bouffe, catastrophes écologiques, etc...

Partie d'Amérique centrale et du Sud, une vaste coalition d'organisations paysannes s'est aujourd'hui constituée dans le monde entier, VIA CAMPESINA. Elle est pratiquement implantée sur tous les continents et regroupe aujourd'hui des dizaines de syndicats et d'associations de paysans et de travailleurs ruraux, dont en Europe, la Confédération paysanne en France, rendue célèbre par José Bové, et en Suisse l'Union des producteurs suisses, l'UPS.

L'année passée, VIA CAMPESINA a tenu l'année passée à Bangalore, en Inde, un important congrès où elle a défini plus avant ses revendications et orientations : contre les politiques neo-libérales, pour un projet alternatif et une vie digne pour tous - NON aux importations alimentaires à bas prix - OUI à la souveraineté alimentaire - NON aux OGM et aux brevets - OUI aux semences paysannes, etc.

Le 17 avril, journée internationale des luttes paysannes, VIA CAMPESINA appellera ses troupes à se mobiliser notamment contre les cultures transgéniques, contre les multinationales qui imposent des brevets, les transgéniques et les importations à bas prix, contre les gouvernements des pays exportateurs qui encouragent les politiques de dumping. Avec pour mot d'ordre : MONDIALISONS LA LUTTE, MONDIALISONS L'ESPOIR.

Le Mardi 27 mars, 20H à Uni Mail, Salle R 070, (à droite, par l'entrée Carl Vogt) une conférence est co-organisée par : le CETIM, l'Association américaine de juristes (AAJ), la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP), la ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) et la Fondation Nord-Sud XXI, la même conférence aura lieu le 27 mars de 13 à 15 h. au Palais des Nations. Entrée par la porte 40 (face au CICR), salle 27. S'inscrire auprès du CETIM, tél. 7315963, fax 7319152, e-mail cetim@bluewin.ch

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Vendredi : BE : LIEGE – FR : GUERET – ST DIDIER DE FORMANS



attac

Samedi : BE : LIEGE – ES : MADRID – FR: -PARIS 11

Dimanche: FR: PARIS 11

Lundi : BE : LIEGE – ES : MADRID – FR: ARGENTEUIL – LA ROCHELLE – SAINTES - ROCHEFORT

Mardi : BE : UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES ULB – LIEGE – BRUXELLES – ES : MADRID – IE : DUBLIN
– FR : PARIS 11 - BOURGES